



Le MANIFESTE des hôpitaux et maternités de proximité en sud Aveyron
membre de la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux de proximité

Que celles et ceux qui veulent se faire vacciner puissent le faire rapidement

La campagne de vaccination contre la COVID a débuté en France et de la pire des façons, lenteurs et impréparation sur le terrain, changements de discours au gré du vent médiatique.

Les questions sont légitimes, sur la nature des vaccins proposés, les effets de protection concrets qu'ils produisent, les effets indésirables possibles, le parasitage des intérêts financiers sur l'information et les difficultés d'accès. Le secret commercial imposé par les trusts pharmaceutiques, la gestion infantilisante et autoritaire de la crise par le gouvernement alimentent les inquiétudes.

Mais, quand les habitants décident de se faire vacciner c'est le plus souvent impossible, même si à l'exemple du Sud-Aveyron les vaccinations sont annoncées dans plusieurs EHPAD et pour le personnel des hôpitaux.

Bien sur il fallait le temps de la recherche.

Les études ont repris, en urgence, avec la crise déclenchée par le virus CORONA en 2020. Les Etats (nos impôts) ont mis le paquet.

Les chercheurs des labos ont échangé leurs connaissances. En un temps record des vaccins ont été créés.

Cette rapidité ne donne pas beaucoup de recul sur les conséquences à long terme.

Dans la balance des risques cet élément est à prendre en compte. Face à l'enfermement et l'interdiction de la vie sociale, nombreux sont les habitant-e-s à souhaiter pouvoir se faire vacciner.

Mais le monopole des labos rend difficile la production au niveau nécessaire.

Les difficultés d'approvisionnement sont là, sources de retard ou de décisions potentiellement préjudiciables, comme l'allongement du délai entre l'injection des deux doses.

Les vaccins doivent être des biens publics pour être produits et disponibles.

Avec les 10 milliards de dollars reçus pour la recherche sur les vaccins la recherche des labos est payée. Cela devrait faire de ces vaccins et de leurs brevets un bien commun de tous les peuples. |

Il n'en est rien.

- Les pays les plus riches ont accaparé des centaines de millions de doses.

- La distribution se fait aux plus offrants.

- Les contrats et les prix sont négociés dans le plus grand secret

Les moyens de production existent dans de nombreux pays et doivent être mis au service du bien commun sans attendre.

Depuis plusieurs années, avec les autres comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, **nous demandons la création d'un pôle public du médicament**, l'assurance de la continuité de production et de distribution des médicaments, le contrôle indépendant de ceux-ci et la prise en charge à 100% des médicaments validés.

Nous appelons les habitants du sud Aveyron à participer à la campagne européenne

« Pas de profit sur la Pandémie » :

<https://noprofitonpandemic.eu/fr/>

Le 21 janvier 13H, nous serons devant les hôpitaux de Millau / St Affrique pour demander

- l'inscription pour l'accès au vaccin de toutes celles et tous ceux qui le souhaitent,
- la mise en place des moyens en personnel et vaccins pour nos hôpitaux du sud Aveyron afin de réaliser au plus vite ces actes.
- la coordination avec les médecins de ville, renforcés, si nécessaire, par des Centres de Santé, qui conforteraient une politique de santé locale.

Le Manifeste : siège social Mairie de Saint-Affrique 12400

Adresse Internet : lemanifeste@orange.fr

N°Pref : W121002001 N°SIRET : 79944035900013